

DIRECTEUR-PROPRIÉTAIRE.
N. BORDEANO.

ABONNEMENTS:

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
Péra.....	50 francs	26 francs	14 francs
Provinces.....	65 »	34 »	18 »
Étranger.....	80 »	42 »	22 »

Toute demande d'abonnement qui n'est pas accompagnée d'un mandat de poste ou d'une valeur à vue sur Constantinople est considérée comme nulle.

Un numéro 60 Paras.

LA TURQUIE

JOURNAL POLITIQUE, COMMERCIAL, INDUSTRIEL & FINANCIER.

ADMINISTRATEUR:
ANDRÉ ZIRCK.

INSERTIONS:

annonces 1 ^{re} page.....	3 piastres la ligne
annonces 2 ^{de} page.....	6 » la »
insertions, corps du journal.....	1 » la »
La Livre Turque N° 100.	

Les abonnements partent du 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet, 1^{er} octobre et se paient d'avance.
Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

Un numéro 60 Paras.

Abonnements et annonces: à Péra, dans les bureaux de LA TURQUIE, rue Kutchuk-Hendek, 29, près la Tour de Galata.

A SMYRNE, chez M. Caridi; à PARIS, chez MM. Hayas, Lafitte et C^{ie}, Place de la Bourse; à Rome, chez les principaux libraires; à MILAN, chez MM. Manzoni et C^{ie}, via Della Sala. — Les annonces et abonnements pour l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Suisse, à Vienne, I. Riemergasse, 13. — Les annonces pour l'Angleterre sont exclusivement reçues à LONDRES, chez M. R. Micoud, 439-440 Fleet Street.

Pour répondre au désir du public, qui demande avant tout des nouvelles de la guerre, nous substituons à notre édition du soir, un bulletin qui contiendra particulièrement des nouvelles militaires.

Les abonnés à l'édition du soir recevront gratuitement ce bulletin.

TELEGRAMMES

Agence Bordeano et C^{ie}.

Autriche-Hongrie.

Vienne, 7 mai soir.

Obligations Roumèlie..... Fr. 11.—
Pier. de 20 francs..... » 10.41
Agro..... » 112.40
Change sur Londres..... » 130.10

M. le comte Andrassy s'est rendu en Hongrie.

M. le comte Zichy et M. le prince de Reuss partiront dans la huitaine pour Constantinople.

Pesth, 8 mai.

La Chambre a voté à l'unanimité une adresse de remerciements à S. M. le Sultan.

Hier au soir il y a eu une grande sérénade à laquelle ont participé 80,000 personnes avec plus de 2,000 flambeaux. Les orateurs et la population ont poussé des hurrahs frénétiques en l'honneur de S. M. Abdul Hamid II et de la fraternité entre la Turquie et la Hongrie.

France

Paris, 7 mai soir.

5% ottoman..... fr. 8.10
Obligations Roumèlie..... » 21.—
La cathédrale de Metz a brûlé.

Angleterre

Londres, 7 mai.

Aujourd'hui a paru la réponse de lord Derby à la circulaire du prince Gortchakoff.

Le gouvernement britannique déplore la situation actuelle, et déclare en même temps qu'il lui est impossible d'accepter les explications fournies par le gouvernement russe et les déclarations qu'en tire le prince Gortchakoff pour justifier l'invasion des armées russes.

La Porte, dit le document anglais, déclarait fermement vouloir exécuter des réformes. Il en résulte que les assertions de la circulaire russe sont inexactes et les appréhensions du prince Gortchakoff en ce qui concerne le sort des chrétiens en Turquie nullement fondées.

L'attitude de la Porte rendait possible une conciliation qui aurait été obtenue avec de la patience et une modération réciproque. Ce but aurait peut-être été atteint sans la résolution du gouvernement russe à précipiter les événements.

Le gouvernement de la Reine ne partage point l'opinion que les procédés de la Russie sont conciliables avec les sentiments et les intérêts de

l'Europe. La concentration d'une armée russe empêchait essentiellement toute pacification et toute réforme. L'invasion des armées russes n'entraînera pas les difficultés et ne contribuera pas à améliorer le sort des chrétiens. La Russie a agi contrairement aux stipulations du traité de Paris, confirmées par le traité de Londres de 1871. L'empereur Alexandre en déclarant la guerre à la Turquie procède isolément à ses propres risques, et sans déférence pour l'accord européen longtemps affirmé.

Le Czar écarte ainsi la politique solennellement inaugurée entre les puissances. Il devient dès lors impossible de prévoir les conséquences de cette action de la Russie.

Lord Derby termine en disant que le gouvernement anglais n'approuve point la déclaration du prince Gortchakoff, d'après laquelle la Russie agit dans l'intérêt de l'Angleterre et des autres puissances.

Grèce.

Athènes, 7 mai matin.

Hier les étudiants des gymnases ont fait des démonstrations en faveur de la guerre. Les manifestants se sont rendus chez M. Deligeorgis, président du conseil des ministres, qui leur a recommandé une prudence patriotique.

Il n'y a pas eu d'autre incident.

Le comte de Derby à lord A. Loftus.

Foreign-Office, le 1^{er} Mai 1877.

Mylord, j'ai communiqué à Votre Excellence, par ma dépêche du 21 du mois dernier, copie de la dépêche-circulaire du prince Gortchakoff du 7/19 du mois écoulé, annonçant que l'Empereur de Russie avait ordonné à ses armées de franchir les frontières de la Turquie.

Le gouvernement de Sa Majesté a reçu cette communication avec un profond regret; il ne peut pas accepter les assertions et les conclusions dont le Prince Gortchakoff l'accompagne pour justifier la résolution qui vient d'être prise.

Le protocole que le gouvernement de Sa Majesté a signé récemment, sur les instances du gouvernement russe, ne demandait pas au Sultan des garanties nouvelles pour la réforme de son administration. En vue de mieux mettre la Russie à même de s'abstenir d'une action isolée, il affirmait l'intérêt que les puissances portent en commun à la condition des populations chrétiennes de Turquie.

Il déclarait, en outre, que les Puissances surveilleraient soigneusement la manière dont les promesses du gouvernement ottoman seraient exécutées, et que si leurs espérances venaient à être déçues encore une fois, elles se réserveraient le droit d'examiner en commun les mesures qu'elles jugeraient les plus propres à assurer le bien-être des populations chrétiennes et l'intérêt de la paix générale. On ne demandait ni n'exigeait le consentement de la Porte à ces déclarations affirmant les intentions des Puissances.

La Porte a jugé sans doute convenable, malheureusement dans l'opinion du gouvernement de Sa Majesté, de protester contre les expressions en question comme étant de nature à émettre sur la souveraineté et l'indépendance du Sultan, mais tout en le faisant et tout en déclarant

qu'il ne pouvait considérer le protocole comme ayant un caractère obligatoire pour la Turquie, le gouvernement ottoman a affirmé de nouveau son intention de mettre à exécution les réformes déjà promises.

Le gouvernement de Sa Majesté ne peut, par conséquent, admettre, comme le soutient le prince Gortchakoff, que la réponse de la Porte écartait tout espoir de déférence de sa part aux vœux et aux conseils de l'Europe, et toute garantie pour l'application des réformes suggérées. Il n'est pas non plus d'avis que les termes de la note excluaient nécessairement la possibilité de la conclusion de la paix avec le Monténégro ou de l'arrangement d'un désarmement mutuel.

Le gouvernement de S. M. persiste à croire qu'à force de patience et de modération de part et d'autre on aurait pu probablement atteindre ces résultats. Le prince Gortchakoff affirme cependant que toute issue est fermée pour des tentatives de conciliation; que l'Empereur a résolu d'entreprendre la tâche d'obtenir par la coercition ce que les efforts unanimes de toutes les puissances ont été impuissants à obtenir de la Porte par la persuasion, et il exprime la conviction de S. M. I. que cette démarche répond aux sentiments et aux intérêts de l'Europe.

On ne peut pas s'attendre à voir le gouvernement de Sa Majesté partager cette manière de voir; il n'a pas caché son sentiment que la présence de forces russes considérables sur les frontières de la Turquie, menaçant sa sécurité, rendant le désarmement impossible et excitant un sentiment d'appréhension et de fanatisme parmi la population musulmane, constituait un obstacle matériel à la pacification du pays et aux réformes intérieures. Il ne peut pas croire que l'entrée de ces armées sur le sol turc atténue la difficulté qu'elle améliore la condition des populations chrétiennes se trouvant dans toute l'étendue des possessions du Sultan. Mais le parti auquel le gouvernement russe s'est arrêté implique des considérations plus graves et plus sérieuses; il est en contradiction des stipulations du traité de Paris du 30 mars 1856, par lequel la Russie et les autres puissances signataires s'engageaient, chacune pour sa part, à respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire ottoman.

Dans la conférence de Londres 1871 à la clôture de laquelle cette stipulation a été avec d'autres, confirmée de nouveau, le plénipotentiaire russe a signé, d'accord avec ceux des autres puissances, une déclaration affirmant le principe essentiel de droit international d'après lequel aucune puissance ne peut se libérer des engagements d'un traité ni en modifier les stipulations qu'avec le consentement des parties contractantes, au moyen d'un arrangement amical.

En prenant position, pour sa part, contre la Turquie et en ayant recours aux armes sans consulter d'abord ses alliés, l'Empereur de Russie s'est séparé du concert européen maintenu jusqu'ici, et s'est départi à la fois de la règle à laquelle il avait donné son consentement solennel. Il est impossible de prévoir les conséquences d'un pareil acte. Le gouvernement de Sa Majesté aurait voulu s'abstenir de toute observation à cet égard, mais comme le prince Gortchakoff semble soutenir dans une déclaration adressée à tous les gouvernements de l'Europe que la Russie agit dans l'intérêt de la Grande-Bretagne et dans celui des autres puissances, il croit devoir déclarer d'une manière également formelle et publique que la décision du gouvernement russe ne peut avoir ni son concours ni son approbation.

Je suis, etc.

(Signé) : DERBY.

NOUVELLES DE LA GUERRE

Télégramme adressé au ministère de la marine par le commandant maritime de Toulchea.

Toulchea, 7 mai.

Le cuirassé *Hifz-ul Rahman* allant aujourd'hui en croisière d'Irakia vers la pointe d'Ismaïl, a surpris l'ennemi et a détruit les fortifications sur l'emplacement d'un monastère, dit couvent royal (Kral Monasteri).

Un grand nombre de fantassins et de cavaliers russes y étaient occupés. Le cuirassé a ouvert son feu et bientôt il a mis en fuite l'ennemi et a détruit ses fortifications. Un grand nombre de Russes ont été tués. Le cuirassé, après le combat, est arrivé à sa destination sans que le canon russe ait fait le moindre mal au navire et à l'équipage.

Télégramme adressé par Mehmed Said pacha, gouverneur général de Toulchea, au ministère de l'intérieur.

Toulchea, 6 mai.

Je confirme le télégramme que je viens de vous adresser pour vous annoncer que le *Hifz-ul Rahman* a engagé un combat avec l'ennemi à Eski-Kalé, situé à une distance d'une demi-heure d'Isakcha.

Le mudir d'Isakcha me télégraphie que le cuirassé a canonné pendant trois heures les fortifications que les Russes avaient élevées sur l'emplacement de Kral-Monasteri. Ces fortifications ont été complètement détruites et les soldats qui les défendaient ont été mis en fuite après avoir subi beaucoup de pertes.

Les boulets envoyés par les batteries russes n'arrivaient pas jusqu'au cuirassé qui, après ce succès, a continué son chemin vers la pointe d'Ismaïl.

De Toulchea, on entendait le bruit du canon et on voyait la fumée.

Jusqu'au moment où nous mettons sous presse, aucune nouvelle ne nous est parvenue du théâtre de la guerre. Les fils télégraphiques du Danube aussi bien que ceux d'Anatolie se taisent pour le public. D'ailleurs, de là que le Séraskérat est sans nouvelles est assurément une erreur. Le ministère de la guerre reçoit quotidiennement et avec régularité les rapports des commandants de l'armée. S'il ne les livre pas à la publicité, c'est qu'ils ne contiennent aucun fait d'importance saillant. Il serait peu logique de prétendre que le Séraskérat devrait publier des rapports exposant des mouvements de troupes, des détails administratifs ou d'autres indications de service qu'il serait très imprudent de divulguer. D'ailleurs, on connaît le caractère de Moukhtar pacha. Il n'est pas communicatif et n'aime guère les correspondances ni moins qu'il n'aime à annoncer quelque fait accompli.

Son silence ne doit pas donc être défavorablement interprété et le public, en attendant les avis officiels, ferait bien de se mettre en garde contre les bruits que les nouvelles, en présence du silence du Séraskérat, ne manqueraient certainement pas de mettre en circulation.

L'occupation de Bayazid par un corps d'armée russe n'est pas encore confirmée par quelque avis officiel, et cette nouvelle, bien qu'elle circule depuis hier en ville, pourrait être formellement démentie demain, comme cette nouvelle à sensation d'un de nos confrères de Péra qui annonça le passage de la capitale.

Le général Mohsin Khan, ministre de Perse, donnera, ce soir, un dîner diplomatique à l'hôtel de la légation persane. Dans le courant de la semaine prochaine, Son Excellence s'établira dans sa résidence d'été à Couroutchesmé.

Le journal officiel publie une communication pour démentir l'assertion du *Levant Herald* que le typhus qui règne en notre ville a son origine dans les hôpitaux militaires et dans la manière d'enterrer les morts dans les cimetières turcs. Notre confrère officiel dit que l'autorité compétente a constaté par une enquête que l'hôpital de Koumbarhané, lequel, d'après le *Levant Herald*, serait le foyer de la maladie, parmi 500 malades n'en a que 8 atteints légèrement du typhus.

Quant aux malades qui succombent, ils ne sont pas enterrés à fleur de terre comme on veut le constater. On sait bien que, d'après les préceptes du Chéri, les morts sont ensevelis dans des tombes d'une profondeur à tailler d'homme. Il résulte, ajoute le journal officiel, que la maladie typhoïde dont souffre la population et spécialement les enfants de Péra, doit être attribuée à

l'absence d'un corps turc de 20,000 hommes.

En somme, malgré l'inquiétude des esprits, en présence du manque absolu de nouvelles, le sentiment général n'en continue pas moins à être rassuré, car tout compte fait les Russes n'ont guère avancé depuis le jour de la déclaration de guerre, ce qui est déjà un succès incontestable pour les Ottomans, la Turquie étant décidée à faire simplement et uniquement une guerre défensive.

On nous affirme que dans le dernier conseil extraordinaire de guerre, tenu au Séraskérat, d'importantes résolutions ont été adoptées, dans le but de donner une forte impulsion aux opérations militaires.

On annonce d'Erzeroum qu'Ismaïl pacha, gouverneur général de ce vilayet, et d'origine Kurde, est parti pour la frontière russe; à la tête d'un corps de 40,000 volontaires Kurdes.

C'est Reif effendi, muavin du vilayet, qui remplira, par intérim, les fonctions de gouverneur général, durant l'absence d'Ismaïl pacha.

NOUVELLES DU JOUR.

Nous apprenons que S. M. le Sultan a conféré le grade de capitaine de vaisseau à Hassan bey, commandant du cuirassé *Hifz-ul Rahman*.

Suléman cheikh effendi, naib de l'Herzégovine, a reçu la décoration du *Médjidie*, 3^{me} classe.

Mehmed Azz bey, ex-2^{me} imam du Palais et actuellement naib de Varna, a reçu la même décoration, 2^{me} classe.

Le prince de Reuss a été définitivement nommé ambassadeur de l'Empereur d'Allemagne près S. M. le Sultan.

On nous assure que la nomination de Sadoullah bey comme ambassadeur du Sultan près S. M. l'Empereur d'Allemagne paraîtra aujourd'hui ou demain au journal officiel.

Le général Mohsin Khan, ministre de Perse, donnera, ce soir, un dîner diplomatique à l'hôtel de la légation persane. Dans le courant de la semaine prochaine, Son Excellence s'établira dans sa résidence d'été à Couroutchesmé.

Le journal officiel publie une communication pour démentir l'assertion du *Levant Herald* que le typhus qui règne en notre ville a son origine dans les hôpitaux militaires et dans la manière d'enterrer les morts dans les cimetières turcs. Notre confrère officiel dit que l'autorité compétente a constaté par une enquête que l'hôpital de Koumbarhané, lequel, d'après le *Levant Herald*, serait le foyer de la maladie, parmi 500 malades n'en a que 8 atteints légèrement du typhus.

Quant aux malades qui succombent, ils ne sont pas enterrés à fleur de terre comme on veut le constater. On sait bien que, d'après les préceptes du Chéri, les morts sont ensevelis dans des tombes d'une profondeur à tailler d'homme. Il résulte, ajoute le journal officiel, que la maladie typhoïde dont souffre la population et spécialement les enfants de Péra, doit être attribuée à

d'autres causes qu'à celles qu'on s'est plu à indiquer.

(Phare du Bosphore.)

Des prières pour le succès des armées impériales ont été chantées dimanche dernier et samedi dans les églises catholiques et grecques et dans les synagogues de Smyrne et de la province.

Entre autres étrangers de distinction, on signale la présence à Péra de M. de Kératry, l'ex-préfet de police à Paris du Quatre-Septembre.

(Levant Herald.)

Une nouvelle feuille a fait son apparition à Constantinople. Elle est dirigée par M. Nihad et est intitulée le *Journal du matin*.

Le premier numéro de cette feuille qui a paru hier est d'une lecture très agréable.

D'après les avis reçus de Paris, un grand nombre de sujets autrichiens résidant en France ont été rappelés en Autriche, comme faisant partie de la réserve de l'armée.

Nous lisons dans le *Stamboul*:

— Nous est pacha, commandant général des auxiliaires, vient de lancer un télégramme dans tous les vilayets, invitant les auxiliaires enrôlés à se hâter de se rendre à l'armée.

— M. le capitaine d'état-major de Torcy, attaché militaire à l'ambassade de la République française, part aujourd'hui non pas pour l'Asie, comme on l'avait dit, mais pour le Danube, afin de suivre les opérations militaires de l'armée ottomane.

— M. William Palfrey Burrell, membre du barreau anglais, vient d'être nommé juge-adjoint de la Cour suprême consulaire de Constantinople.

Le bruit court que Nazif pacha, gouverneur général de Bosnie, serait appelé à Constantinople. Ce serait Mahzar pacha qui le remplacerait dans les fonctions de gouverneur général en Bosnie. On sait que Mahzar pacha est parti il y a quelques jours pour Serejevo chargé d'une mission spéciale.

Le corps consulaire de Smyrne a adressé la lettre suivante à S. Exc. Sabri pacha:

Monsieur le gouverneur-général,
Le corps consulaire a voulu dans la séance qu'il a tenue aujourd'hui remercier Votre Excellence de tous les efforts, couronnés de succès, que vous avez faits depuis votre arrivée à Smyrne, pour améliorer le corps de police, et assurer ainsi la tranquillité publique. Il sera toujours prêt à vous seconder, M. le gouverneur général, et à vous prêter son concours pour faciliter l'accomplissement de la tâche méritoire que vous avez entreprise. Veuillez agréer, etc.

Signés: FR. DE BURGGRAFF, HERZFELD, STEPHEN JOLY, A. TETTENBORN, ARGHYROPOULO, D. BRUNENH, R. BERNAR, G. DORSHAMET, E. J. SMITHERS, J. O. JONGH, R. J. VAN LENNEP, A. S. MAHOMED, FR. W. SPIEGELTHAL.
Smyrne, le 29 avril 1877.

Sabri pacha a fait parvenir à M. Fr. de Burgraff, consul général de France et doyen du corps consulaire la réponse suivante:

Monsieur le consul-général,
J'ai eu l'honneur de recevoir la note col-

(12)

L'expiation de Savéli

PAR

HENRY GRÉVILLE

IV

— suite —

Les ennemis étaient au grand complet: tous ceux qu'il avait frappés ou molestés, ceux dont il avait déshonoré les filles ou les sœurs, ceux dont il avait enlevé les fils ou les frères en S. Hérie, tous étaient là, chacun une bache ou un couteau à la main, et plus près de lui, tout contre lui, le père de l'édouard et le fiancé, qui le regardaient avec deux yeux ardents. Un autre, derrière eux, allumait des bougies pour y voir plus clair. Bagrianoz comprit qu'il ne pouvait pas que le jour était venu. On le lui avait dit parfois, que ses paysans le tuaient; les paroles d'adieu du général-gouverneur lui passèrent dans le cerveau comme une épée flamboyante; c'est d'instinct qu'il se leva et dit: pas tue! — Ça va! cria-t-il en étendant les mains pour implorer.

— Grâce? répéta Jérémie en le regardant tranquillement, ma fille a crié grâce ici même ou tu dors, bien maudit, as-tu fait grâce?

— J'ai pardonné à Savéli!... baboula Bagrianoz saisi de terreur.

— Je ne te pardonnerai pas, moi? dit Savéli, sans témoigner plus de colore apparente que le vieillard; tu as tué ma fiancée, je l'ai mais plus que la vie, tu vas mourir.

— Je te donnerai tout mon argent, laisse-moi seulement la vie, dit Bagrianoz, dont la langue épaissie ne pouvant plus articuler de paroles distinctes.

— Écoute, seigneur, dit Savéli, nous sommes tous ici, tout le village, entends-tu? Nous allons le tuer parce que tu es maudit le Dieu.

— Tu as ombré la mesure d'iniquité, reprit Jérémie; prie Dieu de te recevoir, l'heure de ta mort est venue.

Bagrianoz, d'un bond, se mit à genoux sur son lit: deux pistolets chargés étaient sur sa table de nuit, il voulut les atteindre; avant qu'il eût allongé le bras, la bache de Savéli lui faucha l'épaule. Il tomba sur le lit en hurlant. — Au secours! cria-t-il une seule fois. Nul ne sait qui lui porta le coup mortel, car dix haches s'abatirent sur lui même instant.

Un grand silence se fit. Les paysans s'entre-regardèrent. Bagrianoz ne bougeait plus; un ruisseau de sang coulait le long du drap jusqu'à terre, de larges taches rouges marbraient le linge et la couverture.

— Le feu, vite! cria qu'il qu'un.

Aussitôt, comme si une panique les eût saisis, ses assassins entassèrent les meubles sur le cadavre; ils en formèrent bientôt une masse confuse qui montait jusqu'au plafond. Quelqu'un apporta une boîte de paille qu'on mit sous le lit.

— Reculez-vous! dit Jérémie aux paysans. C'est toi qui l'as frappé, continua-t-il en s'adressant à Savéli, c'était mon droit; au moins c'est moi qui mettrai le feu.

— Soit! fit Savéli en se dirigeant vers la porte.

Jérémie prit les deux bougies, les arrangea

gea soigneusement au milieu de la botte de paille, et souffla un instant avec sa bouche comme s'il s'était agi d'allumer son poêle. La fumée remplit la chambre, puis la flamme parut, pétilla et monta le long des draps. — Ouvrez les vasistas! dit Jérémie toujours debout près du lit. — Un paysan ouvrit les deux carreaux de la double fenêtre, et soudain, à travers la fumée plus épaisse, les langues de flamme, minces et allongées, glissèrent le long des rideaux de mousseline jusqu'à l'armoire de meubles.

— Ça marche, dit Savéli. Fermons la porte à clé, mes amis. Adieu, seigneur!

Sur ce mot jeté à Bagrianoz avec une gaité sinistre, Savéli ferma la porte à double tour, s'avança sur le perron et lança la clé au loin dans la neige. On ne l'entendit pas tomber.

Les paysans étaient tous sortis. Rassemblés dans la cour, ils regardaient l'incendie qui augmentait dans le cabinet de Bagrianoz; à travers les stores baissées, on voyait la flamme aller et venir en lueurs inégales, tantôt d'un pourpre noirâtre, tantôt d'un rouge éclatant. Des torrents de fumée sortaient aussi bientôt des fenêtres du sous-sol. Timothée avait bien fait les choses: il avait couronné le dessous de fagots et de menu bois. Le revêtement des murailles, en planches peintes, commença à s'enflammer.

— Et la dame? dit Jérémie, est-ce qu'on va la laisser brûler?

— Sois tranquille, fit Timothée, qui, à deux pas de lui, contemplait son ouvrage, tout va bien: de ce côté-là, ça ne brûle pas encore. Il ne faut pas aller la chercher trop tôt non plus; elle voudrait nous faire sauver son mari.

— Va, dit Savéli; la clé est perdue, nous dirons qu'il s'est enfermé en dedans; va vite.

En effet, il n'y avait pas de temps à perdre. Réveillées par l'odeur de la fumée, les femmes de chambre se précipitèrent au dehors comme un troupeau de volatiles effarés: pas une n'avait eu l'idée d'appeler la maîtresse. Timothée s'élança dans la maison;

quand il eut trouvé les pelisses et révéla Mme Bagrianoz, il voulut l'emmener dans la cour, à sa fille dans les bras; mais le plancher de l'antichambre flambait avec une telle intensité qu'il fallut renoncer à la traverser. Un moment, le vieux domestique pensa qu'il resterait dans la maison embrasée, aussi que les deux femmes qu'il voulait sauver. Par bonheur, Savéli s'était aperçu de leur danger: il monta sur le rebord formé par le sous-bassement de briques; avec la même bache qui avait frappé Bagrianoz, il fit voler en éclats la fenêtre de la chambre à coucher, élevée de dix à onze pieds au-dessus du sol, et s'aidant de ses bras agiles, pénétra dans la maison en flammes. Il était temps, la porte et les rideaux brûlaient déjà. Une première fois, il emporta la petite fille allongée qui se cramponnait à sa mère: une seconde fois, il enleva Mme Bagrianoz, qui avait perdu connaissance, et enfin il sauva Timothée. Quelques paysans, saisis de pitié, emmenèrent la malheureuse femme et sa fille, et les conduisirent chez le prêtre. Vladimir Alexévitch accueillit les pauvres créatures avec toute la commisération de son cœur généreux, et s'efforça de rappeler Mme Bagrianoz à la vie. En ouvrant cœ, yeux, le premier cri de cette victime du devoir fut: Sauvez mon mari!

Pendant que le prêtre essayait de calmer les terreurs de la veuve, les paysans groupés dans la cour regardaient brûler la maison. Le feu sortait par toutes les fenêtres; le toit, rongé en-dessous, laissait passer par endroits des gerbes d'étincelles; des flammèches s'éparpillaient sur la neige comme le bouquet d'un feu d'artifice; pas une balle de vent sur ce bucher qui consumait le cadavre de l'ennemi. La neige, colorée en rose par la réverbération de l'incendie, avait des teintes tendres et joyeuses; le ciel, rouge et bas, semblait envelopper le sinistre comme pour empêcher les gens du voisinage d'en avoir connaissance.

Le village était là tout entier: les femmes étaient venues, et personne ne faisait un

mouvement pour empêcher le feu d'achever son œuvre. Les âmes sensibles, — il en restait encore quelques-unes dans ce pays de loup, — s'étaient calmées en apprenant que la dame et la demoiselle étaient en sûreté. Le toit de planches peintes, à peine attaqué jusque-là, prit feu tout entier d'un seul coup, comme s'il eût été enduit de résine; il flamba quelques instants, lançant vers le ciel une superbe flamme rouge et jaune, et s'éteignit avec fracas. La neige se mit à tomber lentement d'abord; les flocons énormes, sur le fond rouge vif, avaient l'air de grosses mouches pareuses; d'autres brillantes comme des paillettes de métal incandescent; puis la neige s'épaissit bientôt au point de former comme une sorte de voile entre les spectateurs et l'incendie mourant.

Rh bien, enfants, dit une voix, je crois que nous pouvons aller nous coucher. Les groupes se dispersèrent silencieusement. Les domestiques et les femmes de chambre s'étaient réfugiés dans les communs intacts, et pleuraient la perte de leurs hardes. — Laissez-vous donc, leur dit Timothée en fermant la porte, vous avez plus gagné cette nuit que vous ne pourriez perdre de chiffons en cent ans. Cette vérité frappa tout le monde, et le calme se rétablit. La ruine n'était plus qu'une masse rougeâtre, à peine élevée au-dessus du sol. Deux

loctive, en date du 29 avril, que vous m'avez remise avec vos honorables collègues d'Austrie-Hongrie et de Perse, et par laquelle l'honorable corps consulaire, veut bien me remercier de mes efforts, depuis mon arrivée à Smyrne, pour améliorer la police et assurer la tranquillité publique. Il ajoute qu'il sera toujours prêt à me seconder et à prêter son concours pour me faciliter l'accomplissement de la tâche méritoire que j'ai entreprise.

Je suis, M. le consul-général, on ne peut plus sensible aux sentiments que l'honorable corps consulaire veut bien m'exprimer. En donnant ma plus sérieuse attention au double objet dont il s'agit, je n'ai fait que remplir mon devoir et obéir aux ordres de la Sublime Porte qui sont l'expression de la volonté de S. M. I. mon Auguste Souverain.

Je remercie à mon tour l'honorable corps consulaire du concours qu'il me promet et dont j'ai eu jusqu'à présent des preuves nombreuses, pour faciliter ma tâche. J'en ferai part à mon gouvernement, et il sera heureux d'apprendre l'unanimité de vue qui existe à Smyrne au sujet d'une question d'intérêt général à laquelle il s'intéresse vivement.

Veillez, M. le consul-général, donner communication de cette lettre à tous vos honorables collègues, leur faire agréer et agréer vous-même les assurances de ma considération la plus distinguée.

Signé : SABRI.

Smyrne, le 3 mai 1877.

En réponse à un télégramme de félicitation adressé par S. Exc. M. Coudourotti au nom de la colonie hellénique à S. M. le Roi des Hellènes, Sa Majesté a envoyé à son représentant le télégramme suivant :

« Je vous remercie ainsi que la colonie hellénique de vos sincères félicitations. » (Signé) : GEORGES.

MM. Le Fée et Godefroy viennent d'éditer à l'imprimerie de M^{me} veuve Mandouze deux cartes du théâtre de la guerre, l'une en turc, l'autre en français.

Dans les circonstances actuelles chacun s'empresse de se procurer de cette carte qui est bien établie et permet de suivre simultanément en Europe et en Asie les opérations du théâtre de la guerre.

Cette carte est en vente chez M^{me} veuve Mandouze.

L'audience publique de l'affaire Kamalik annoncée pour hier à la Cour criminelle a été de nouveau ajournée sur la demande du prévenu Mehmed bey (circassien). Il a prétexté qu'il n'était pas prêt et qu'il n'avait pas encore nommé son défenseur. Cette excuse invoquée pour la troisième fois a encore été agréée par la Cour, mais l'on espère qu'à la prochaine audience ce prétexte ne sera plus valable et que la Cour pour couper court à ces hésitations du prévenu lui donnera un défenseur d'office.

La police a arrêté hier à Galata un faussaire en papier-monnaie. C'est un albanais. Il tenait en mains un paquet de centimes de 50, pour une somme de cinquante mille piastres. Il a d'abord laissé son paquet à la garde d'un marchand de pain qui a son débit à l'une des portes de la bourse mais il l'a retiré bientôt après pour le porter chez un saraf israélite. Celui-ci ayant conçu des soupçons sur la qualité des centimes, les a portés au commissaire de la bourse Abbedin effendi pour les vérifier. Les centimes ont été trouvés tous faux.

L'albanais a été arrêté immédiatement et conduit au ministère de la police où a été envoyé aussi le marchand de pain qui aura à donner certaines explications pour la confiance dont il était honoré de la part du faussaire.

A Stamboul, les agents de la police ont opéré aussi l'arrestation d'un autre industriel fabriquant de faux médailles en argent. C'est un ouvrier nommé Mehmed, originaire de Candie et ayant sa boutique à Tchikour-Tchesmes. Une descente opérée dans sa boutique a amené la découverte des moules et autres instruments qui servaient à cette fabrication.

On mande de Smyrne qu'aucune instruction au sujet de la conduite que les autorités locales devront tenir à l'égard des sujets russes établis dans la province n'était encore parvenue au vilayet jusqu'au 5 du mois courant.

On signale de Smyrne le mouvement suivant des navires de guerre étrangers :

Sur des ordres arrivés par télégraphie, les cuirassés *Pallas*, de la marine anglaise et *San Martino*, de la marine italienne, ont quitté ce port se rendant, le premier à Salonique, le dernier sur les côtes de Syrie. Le vaisseau cuirassé autrichien *Custozza*, qui était allé jusqu'à Chio, a repris le mouillage de Smyrne. La corvette de la marine américaine *Marion*, de 8 canons et 220 hommes d'équipage, commandant Bradford, a mouillé jeudi en rade de Smyrne, venant de M^{re}-sine. La frégate autrichienne *Salamander* a quitté le mouillage de Smyrne, en croisière dans l'Archipel. L'avisio allemand *Pomerania* a également pris la mer se rendant dans le Bosphore.

Comité de l'émigration polonaise en Orient.

Frères en exil, dispersés sur le globe entier !

L'ennemi séculaire de notre patrie, celui qui l'a écartelée, qui la couvre du sang et du fer, celui qui nous a dépouillés de nos biens, de notre nationalité, de notre liberté, de notre religion et même de notre langue maternelle, ose se couvrir du masque de protecteur des chrétiens, pour déployer ses drapeaux et jeter ses hordes sauvages contre la Turquie, notre alliée fidèle du temps de notre indépendance, notre généreuse protectrice durant notre exil séculaire, contre la Turquie qui seule jusqu'aujourd'hui a refusé de reconnaître les partages de la Pologne.

Resterons-nous spectateurs indifférents dans cette lutte qui va s'engager, dans la lutte du despotisme contre la constitution ; du despotisme qui a dé-

chiré notre constitution du 3 mai, qui seule pouvait régénérer la Pologne ?

Non ! notre place est marquée à côté de la Turquie. Tous les amis de la liberté, par la force de raison, seront avec nous.

Aux armes donc ! aux armes, qui nous sont si généreusement offertes par S. M. I. le Sultan.

L'Europe entière contemple cette lutte, l'Europe honteuse encore qu'elle se laisse prendre aux faux gémissements provoqués par les artifices moscovites. Montrons-lui que nous vivons, montrons-lui notre force !

Le bruit du canon arrive déjà à nos oreilles ; ne perdons pas une minute, brisons les fers qui enchaînent notre aigle blanc, et devant notre effort comme les hordes sauvages du Tzar ne sauront pas résister.

Et nous planterons enfin nos drapeaux aux bords de la Vistule et du Niemen, aux embouchures du Dnieper et du Dniestr.

L'Europe reprendra son équilibre perdu il y a un siècle et elle nous sera reconnaissante.

Aux armes donc frères, aux armes. Fait à Constantinople, le 3 mai 1877. (Sceau du Comité.)

ACTES OFFICIELS.

Nominations-Promotions.

Par ordonnance impériale : Mehmed Ali pacha, commandant des bataillons de troupes auxiliaires de Tchuruk-Sou est élevé au rang de *Miri-miran* ; Osman bey, frère d'Ali pacha est élevé au rang de *Miri-ul-umera*.

Ce qui suit a paru hier dans notre bulletin du soir.

La séance d'aujourd'hui de la Chambre des députés était publique. Le projet de loi sur la presse a fait l'objet des délibérations.

Ce projet, ainsi que nous l'avons déjà dit, est des plus restrictifs et fort peu libéral.

Cependant, à en juger par les idées libérales qui ont été échangées aujourd'hui au sein de la Chambre, il y a tout lieu d'espérer que ce projet recevra des modifications absolument indispensables, car la presse indigène aura à lutter contre de grandes difficultés par la simple raison que le projet de loi primitif, tel qu'il est élaboré par le Conseil d'Etat, ne semble pas devoir être entièrement changé.

La discussion a commencé par le 4^{me} article du projet et a été poursuivie jusqu'à l'art. 9. Tous ces articles, à l'exception de celui qui concerne l'impression du Coran, ont été modifiés dans un sens libéral et à l'avantage de la presse et par conséquent du public. Les journaux humoristiques et satiriques que le projet de loi supprimait existeront comme par le passé. Cet article a fait presque tous les frais des débats qui ont été assez animés et intéressants.

Le directeur de la presse Madjid bey, et ensuite Adossides bey, mustéchar du ministère de l'intérieur, ont soutenu la rédaction de l'article par des discours remarquables mais qui n'ont pu persuader la Chambre laquelle a décidé, à une grande majorité, la modification de l'article en question, après les discours de Hassau Fehmi effendi, de Soullides effendi, qui se faisait entendre pour la première fois, de Sebouh effendi, de Sarsakioti bey, de Manouk effendi et de divers autres députés, chrétiens et musulmans.

A 6 heures et quart la séance a été levée et la discussion ajournée à une autre séance.

Nous apprenons que Heidar effendi, ancien ambassadeur à Vienne et en dernier lieu commissaire impérial en Bosnie, est désigné pour le poste de ministre ottoman à Téhéran.

Pantchiri effendi accompagnerait probablement Son Excellence en Perse en qualité de premier secrétaire de la légation impériale.

On nous assure que Heidar effendi sera promu, à cette occasion, au rang de *vezir*.

Une rumeur circule, dit le *Levant Herald*, que, près de Kertch, un bateau à vapeur anglais a sauté sur des torpilles russes, avec tout son équipage. Mais ce bruit ne repose sur aucune base certaine d'informations.

A la suite de la prohibition de l'exportation des blés du vilayet du Danube, le gouvernement a racheté au comptant tous les chargements de blé qui se trouvaient dans le port de Varna en accordant aux détenteurs un bénéfice de 10 %.

Les dépêches suivantes ont été reçues dans notre ville :

Bucharest, 6 mai, soir.

Le gouvernement a retiré le projet moratoire de la Chambre.

Le grand-duc Nicolas a visité Braïla. Les Russes fortifient les rives du Danube à Reni et à Ismail.

Paris, 7 mai, 9 h. matin.

Le *Journal officiel* publie une note du gouvernement relative à la stricte observation de la neutralité.

Cette nuit vers une heure et demie le feu s'est déclaré dans la grande rue de Galata. Il avait pris dans une fabrique de spiritueux qui avait été préservée dans un récent incendie survenu au même endroit. On a pu sauver les maisons situées en face, mais la fabrique a été complètement brûlée. Aujourd'hui on démolit les murs qui menaçaient ruine. Pour ce motif, la circulation des tramways a été interrompue dans ce quartier, pendant une partie de la journée.

Le *Stamboul*, en publiant aujourd'hui la loi sur l'état de siège, a omis de men-

tionner qu'il en a emprunté la traduction à la *Turquie*. Nous ne lui cherchons pas querelle pour cet oubli, que nous voudrions bien croire involontaire ; notre intention est de lui rappeler seulement qu'il a tort de s'emporter lorsque de pareilles peccadilles sont commises par ses confrères.

Projet de loi sur la presse.

TITRE I^{er}

Des imprimeries.

Art. 1^{er}. — Pour ouvrir une imprimerie il est nécessaire d'en obtenir au préalable l'autorisation officielle. La demande sera adressée à Constantinople, au ministère de l'intérieur et, dans les provinces, aux gouverneurs généraux. Le nom, la qualité et le domicile du fondateur ainsi que les noms et le domicile de ses associés, s'il en a, seront indiqués dans cette demande.

Les fondateurs d'une imprimerie, en vertu d'une autorisation officielle, s'ils changent de local, sont tenus d'en informer par écrit l'autorité. Au cas où l'imprimerie changerait de propriétaire, le nouveau propriétaire doit obtenir en son nom l'autorisation légale. En cas de décès du propriétaire, l'intéressé fera une démarche analogue dans le délai d'une semaine.

L'autorité fera savoir dans l'espace de quinze jours, à dater de la remise de la requête, si elle agré ou non la demande.

Art. 2. — Le fondateur d'une imprimerie, s'il est sujet étranger, est soumis aux dispositions de cette loi en ce qui concerne les devoirs, les taxes et les pénalités, tout comme les sujets ottomans. A cet effet, il déclarera par écrit à l'autorité qu'il accepte ces conditions, et fera légaliser cet écrit par la chancellerie dont il relève.

En province il n'est permis d'ouvrir des imprimeries que dans les chefs-lieux des vilayets et des sandjaks.

Les imprimeries établies sans permission officielle seront fermées.

Art. 3. — Pour l'impression des livres ou brochures traitant d'histoire et de sciences, il n'est pas nécessaire d'obtenir la permission de l'autorité ; mais les imprimeurs sont tenus, huit jours avant la publication du livre ou de la brochure, d'en remettre deux exemplaires à Constantinople, au ministère de l'intérieur et, dans les provinces, aux gouverneurs généraux. Les contrevenants sont passibles d'une amende de 5 à 25 L. T.

Les livres ou brochures traitant des questions de politique, de religion et de morale sont au préalable soumis à l'examen du ministère de l'intérieur, à Constantinople, et des gouverneurs généraux, dans les provinces. La permission d'impression est de rigueur.

Les livres ou brochures imprimés sans autorisation préalable sont saisis et confisqués et les imprimeurs sont soumis à une amende de 5 à 25 L. T. Pour l'impression de toutes sortes d'annonces et de dessins, les imprimeurs doivent, au préalable, les soumettre à l'autorité municipale dont ils relèvent.

Art. 4. — Les fondateurs d'imprimeries qui donnent des indications erronées à l'autorité en ce qui concerne leurs noms et leurs domiciles sont passibles d'une amende de 10 à 70 livres turques.

Art. 5. — Le propriétaire de l'imprimerie est seul responsable pour les livres et les dessins qui ne portent pas la signature de leurs auteurs ou qui sont signés d'un pseudonyme. Pour les livres et dessins signés par un ou plusieurs auteurs, ce sont les signataires qui sont responsables.

Art. 6. — S'il y a sentence judiciaire pour les cas prévus dans les art. 25, 26, 27, 28 et 29, le tribunal qui a rendu cette sentence peut aussi prononcer la saisie et la confiscation des livres, brochures, annonces ou dessins qui a provoqué cette sentence.

Art. 7. — Le ministère de l'intérieur se réserve exclusivement l'impression du Coran et la reproduction des chapitres du livre sacré.

TITRE II.

De la presse périodique.

CHAPITRE I.

De la publication des journaux.

Art. 8. — Tout individu jouissant de ses droits civils et politiques, âgé de 25 ans révolus, sujet ottoman, n'ayant pas subi pour délit un emprisonnement de plus d'un an ou une peine analogue, n'ayant pas été condamné pour crime, peut, en se conformant aux dispositions indiquées ci-après de la loi, publier un journal ou une revue périodique, régulièrement et à des jours fixes ou irrégulièrement. Les journaux et revues périodiques sont ceux qui traitent des questions politiques, scientifiques et morales. Les journaux humoristiques et autres publications analogues sont interdits dans l'Empire.

Art. 9. — Il n'est pas permis de fonder un journal ou une revue périodique sans avoir obtenu au préalable une autorisation officielle moyennant une requête qui, à Constantinople, doit être présentée au ministère de l'intérieur et, dans les provinces, aux gouverneurs généraux. Dans cette demande on devra indiquer : 1^o le titre du journal ou de la revue, les matières qui y seront traitées, et les jours de sa publication ; 2^o les noms, qualités et domicile du propriétaire ; 3^o les noms, qualités et domicile du gérant-responsable ; 4^o dans quelle imprimerie, et en quelle langue le journal paraîtra.

Les signatures du propriétaire et du gérant-responsable doivent figurer aussi dans la requête à laquelle seront joints un *timbre* du cercle municipal ou du moukhtar du quartier et un certificat du gérant-responsable joint de tous ses droits civils et politiques. Les contrevenants à ces dispositions sont passibles d'une amende de 5 à 15 L. T. pour chaque numéro publié, sans préjudice des peines qu'ils pourraient encourir pour les articles contenus dans les numéros illégalement publiés.

Tout journal publié sans autorisation officielle est immédiatement supprimé.

Art. 10. — Les sujets étrangers ne peuvent pas publier des journaux dans l'Empire. Ceux des sujets étrangers qui publient actuellement des journaux dans l'Empire auront la faculté de jouir de leur privilège, à condition qu'ils déclarent par écrit se conformer en tout point aux prescriptions de la présente loi et se soumettre aux taxes, aux devoirs et aux peines édictées par la loi. Leur déclaration écrite sera légalisée par la chancellerie dont ils relèvent.

Art. 11. — En cas de décès ou de changement du propriétaire ou du gérant-responsable leurs remplaçants sont tenus de remplir, dans l'espace de trente jours, les formalités indiquées par l'art. 9. Dans le cas contraire, le contrevenant est passible d'une amende de 10 à 20 L. T.

La publication du journal sera suspendue jusqu'au renouvellement de la permission officielle.

Art. 12. — Si le gérant-responsable est condamné pour délit ou pour faute commise par voie de la presse, pendant la durée de son emprisonnement et de l'interdiction de ses droits civils et politiques, le journal paraîtra

sous la signature d'un autre gérant-responsable qui, pour le devenir, devra remplir les formalités prescrites par la loi. (à suivre).

BOURSE DE GALATA

10 heures

Ouverture..... P 9.40
En ce moment..... » 9.46
Obligations Rouméliennes..... fr 23.75
Papier-monnaie— L. T. 100 P. 177.20

OBSERVATOIRE IMPÉRIAL MÉTÉOROLOGIQUE.

TEMPS MOYEN DE CONSTANTINOPLE.

9 mai 1877.

Lever du soleil..... à 4 h. 52 m.
Coucher..... » 7 » 2
Temps moyen à midi apparent..... 14 » 56 15
Et à la turque à midi moyen..... à 54

8 heures du matin.

Baromètre..... 758.2
Thermomètre..... 16.9
Humidité..... 42.5
Maxima de la veille..... 23.0

Direction et force du vent NE. calme.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

FRANCE.

L'Italie, après avoir annoncé le départ de Naples de l'impératrice Eugénie pour l'Espagne, ajoute que le bâtiment sur lequel voyage l'ex-souveraine s'arrêtera six heures à Marseille, mais le gouvernement français ne permettra pas à l'ex-impératrice de descendre à terre.

On lit dans le Temps :

Nous avons dit hier, dans notre compte rendu de la séance du 18 avril de la Société de géographie, que de mauvaises nouvelles étaient arrivées à Paris de la mission explorant l'isthme de Darien, sous la direction de M. Wyse. Nous recevons, à ce sujet deux lettres émanant de deux sources différentes, l'une signée du vice-président du comité de direction de la Société concessionnaire du canal de Darien, et d'un membre du comité, M. Rampon ; l'autre de M. Maunoir, secrétaire général de la Société de géographie.

Il résulte de ces deux lettres que les nouvelles fausses données à la Société de géographie, sous la responsabilité d'un de ses membres, ne sont pas fondées. Des nouvelles récemment parvenues à Paris sont, au contraire, d'un caractère tout-à-fait rassurant sur la santé des membres de l'expédition et sur l'état des travaux.

A la date du 13 mars dernier, M. Wyse était en parfaite santé, ainsi que le directeur des études techniques, M. Celles, et tous leurs collaborateurs.

La mort prématurée de M. Bixio et le décès de M. Brooks, ingénieur anglais, âgé de soixante-quinze ans, sont dus à des circonstances particulières et ne peuvent être attribués au climat de l'isthme, qui est parfaitement salubre.

M. le ministre de l'intérieur a adressé aux préfets la circulaire suivante :

Paris, 23 avril.

Monsieur le préfet, Je suis informé qu'on fait circuler dans certains départements, en vue de recueillir des signatures, des protestations imprimées contre un projet de loi soumis aux Chambres italiennes, et relatif aux abus commis par les ministres des cultes dans l'exercice de leur ministère.

La circulation de ces écrits, dont les termes sont offensants pour les pouvoirs publics d'un pays voisin et ami, ne saurait bénéficier des immunités qui couvrent l'exercice légitime du droit de pétition, et le gouvernement ne peut tolérer que les citoyens soient ainsi provoqués à s'immiscer dans les affaires intérieures d'une nation étrangère.

Je vous prie, en conséquence, monsieur le préfet, de prendre sans retard les mesures que vous jugerez les plus propres à empêcher la colportage des écrits dont il s'agit.

Vous voudrez bien m'accuser réception de ces instructions et me rendre compte des dispositions que vous aurez prises pour en assurer l'exécution.

Recevez, etc.

Le président du conseil, ministre de l'intérieur, JULES SIMON.

La commission extra-parlementaire chargée d'examiner la question relative à la déduction des dettes dans les déclarations de succession, a tenu sa troisième séance au ministère des finances, sous la présidence de Léon Say.

La très grande majorité de la commission a reconnu l'injustice du mode de perception actuel. Elle a témoigné la volonté de la faire cesser ou, tout au moins, de l'atténuer dans une large mesure ; il lui a semblé impossible, au point où en est arrivée la question, de ne pas décider dès maintenant :

1^o Que les dettes hypothécaires devront être déduites de l'actif des successions ;

2^o Que tout d'abord cette déduction devra s'appliquer aux successions en ligne directe, la commission se réservant d'examiner plus tard si on pourra l'appliquer aux successions collatérales. La commission, après une discussion minutieuse, n'a pu s'empêcher de reconnaître que la question soulevée exigeait une étude sérieuse ; elle a, de reste, manifesté la ferme résolution de s'y livrer avec application, afin d'essayer de donner une juste satisfaction à l'attente, sérieusement atteinte par le mode actuellement pratiqué dans la perception du droit de succession en France.

La commission s'est ajournée ; il lui sera fourni des documents statistiques sur le produit de l'impôt et sur le chiffre de la dette hypothécaire inscrite.

ALLEMAGNE.

LES QUESTIONS ÉCONOMIQUES AU REICHSTAG.

Sous ce titre, on lit dans la *Correspondance provinciale* :

« Les questions économiques vont être le principal objet des discussions du Reichstag, dans cette seconde partie de sa session.

Déjà, lors des dernières élections, les vœux et les préoccupations du pays, exprimés de toutes parts, ont principalement porté sur le terrain de l'économie politique ; et l'activité parlementaire devait nécessairement se consacrer à résoudre ces questions, si importantes pour la prospérité matérielle de la nation et pour une saine politique financière.

De son côté, le gouvernement avait formellement fait entendre qu'avec le nouveau Reichstag l'étude des intérêts économiques devait venir en première ligne ; qu'il y aurait à examiner d'abord si l'on entrerait dans des voies nouvelles, en s'écartant des principes d'où procède depuis dix ans notre développement économique ; mais qu'il fallait, sur la base des expériences pratiques les plus récentes, se rendre sérieusement compte des besoins matériels sous tous les rapports, et remédier autant que possible sur le terrain économique aux maux et aux désordres de la situation présente ; — qu'il fallait, en outre, concilier les exigences de la politique économique et financière de l'Empire avec les besoins et les intérêts des États particuliers, et prévenir enfin les dangers qui pourraient naître du mouvement révolutionnaire socialiste, en opposant à cette agitation menaçante l'union de toutes les forces conservatrices de la nation.

Dès que le nouveau Reichstag fut assemblé, les différents partis, dans son sein, ont présenté d'importantes motions demandant une enquête approfondie et un règlement à nouveau de la situation industrielle et économique. En première ligne, le parti conservateur proposa une modification partielle et un complément de ces dispositions de la loi organique sur l'industrie — qui concernent la condition des ouvriers et des apprentis. Cette proposition formulait nettement les dispositions nouvelles à introduire dans la loi, par rapport notamment à l'obligation imposée aux ouvriers et apprentis d'après des livrets tenus conformément à des prescriptions précises, — par rapport aussi au règlement fixe de la situation des apprentis vis-à-vis des maîtres, à l'aide d'un contrat formel d'apprentissage, dont l'exécution devra être assurée.

Avant que cette motion spéciale fût soumise à une première discussion provisoire dans le Reichstag, le parti dit de l'Empire allemand avait pris une initiative d'une importance générale pour l'examen de la situation industrielle. Ces députés, convaincus, disaient-ils, de la nécessité de remédier aux maux dont souffre l'industrie sous la législation industrielle actuelle, adressèrent au chancelier de l'Empire la question suivante : « Le gouvernement impérial a-t-il l'intention, pour remédier à ces maux, de soumettre au Reichstag des projets de loi modifiant le règlement industriel du 21 juin 1869, en ce qui concerne, par exemple, l'apprentissage, le travail des femmes et des enfants, les mesures pour empêcher la rupture des contrats entre maîtres et ouvriers, les dispositions restrictives à l'égard du commerce ambulatoire, du colportage, des cabarets et des auberges, etc. ? »

A cette question le président de la chancellerie impériale, M. le ministre d'Etat Hoffmann, répondit d'abord que pour la présente session du Reichstag, les gouvernements confédérés n'avaient pas en vue de présenter des projets de loi qui tendissent à introduire de profondes modifications dans la loi organique sur l'industrie. Mais il ajouta que ce n'était point à dire par là que les gouvernements confédérés ne reconnussent pas la nécessité, sous plusieurs rapports, et notamment sur quelques-uns des points signalés par l'interpellation, de préparer un changement de la dite loi. Déjà, sur quelques points, les gouvernements ont commencé à agir, et ils ont pris pour objet d'un examen approfondi les résultats de l'enquête sur l'apprentissage et sur le travail des femmes et des enfants. Les rapports émanés des gouvernements allemands sur ce sujet ne connaissent le besoin de maintes réformes. Mais en même temps on a fait remarquer que dans une crise économique, comme celle que nous traversons aujourd'hui, il ne semble pas opportun d'introduire dans la loi sur l'industrie de semblables réformes qui apporteraient avec elles des difficultés pour l'exploitation industrielle ou du moins des règles nouvelles constituant un profond changement de ce qui existe. Il y aurait en outre ce danger que sous l'impression de la mauvaise situation économique actuelle, et dans l'idée fautive de remédier à la crise, on pût se laisser aller à prendre des dispositions qui ne conviendront pas à un état de choses normal.

Dans le courant de la discussion amenée par l'interpellation, un des principaux chefs du parti libéral fit une déclaration, qui peut se résumer comme il suit :

Lorsque la loi sur l'industrie fut créée, on pressentait déjà qu'elle ne pouvait pas durer tout ne pouvait pas être résolu ; c'était l'expérience qui indiquait elle-même si et comment, sur les bases posées, l'édifice devait être continué. Les tendances ayant pour but de modifier la loi sur l'industrie, tendances auxquelles les libéraux ne refusaient pas eux-mêmes de s'associer, ne seraient point servies, mais on leur nuirait plutôt, si la question était généralisée par la multiplicité des motions sur ce sujet. L'attention du parti libéral était de s'éclairer et de s'entendre sur les points où il serait opportun d'introduire des à présent une législation nouvelle. Tout d'abord se présentait le règlement de l'apprentissage, en prenant pour base d'établir, autrement et mieux que ce qui est aujourd'hui, la situation entre le maître et l'apprenti ; ce sujet semblait, en première ligne, devoir servir d'étude préalable pour la législation. D'autres points pourraient ensuite de cette manière être traités successivement. Mais la meilleure voie en somme pour commencer quelque chose, c'était de discuter les questions déjà mûres, et d'établir une entente entre les différents partis dans la Chambre, pour rendre possible une législation sur la base de cet accord. — Les gouvernements, ajoutait l'orateur, se trouvaient, par rapport aux questions économiques, dans la situation incommode de ne pouvoir guère présenter un projet de loi, parce qu'ils devaient craindre que les opinions ne fussent pas assez clairement fixées pour assurer une majorité à l'une ou l'autre d'entre elles. Il importait donc d'abord de se créer dans le Reichstag une base assurée, sur laquelle pourrait être préparé un projet de loi, soit par les gouvernements mêmes, soit émanant de l'initiative de la Chambre.

Par suite de la déclaration qui précède, et conformément à des délibérations préalables entre un grand nombre de députés, notamment du parti national-libéral et de celui de l'Empire allemand, une motion expresse fut présentée au Reichstag, pour y recevoir la forme de sa rédaction, — relativement, d'une part, à la question de l'apprentissage, et

d'autre part aux tribunaux d'arbitres industriels.

Cette motion diffère, dans la forme, de celle du parti conservateur, en ce sens qu'elle ne prétend pas être un projet de loi définitif, mais seulement offrir les bases pour un tel projet et les soumettre au chancelier de l'Empire.

A côté des deux motions ci-dessus mentionnées, qui tendent à régler tels ou tels points de la législation industrielle, le parti ultramontain a proposé une enquête générale sur la situation de la classe ouvrière, et une réorganisation générale à cet égard. La motion ultramontaine part de cette assertion que la crise économique actuelle ne résulte pas tant de l'ensemble des mauvaises conditions économiques existant aujourd'hui, que d'une fausse politique économique et de la législation qu'elle a produite ; — elle demande que les enquêtes faites jusqu'à ce jour soient complétées avec le concours de représentants libéraux choisis par les ouvriers, et qu'on présente, dans la prochaine session du Reichstag, des modifications très étendues et radicales de la loi sur l'industrie et des dispositions législatives qui s'y rattachent.

En ce qui concerne la législation douanière également, plusieurs motions ont été faites au Reichstag ; les unes, ayant en vue le prochain renouvellement des traités de commerce, veulent que les principes observés jusqu'ici soient essentiellement modifiés ; les autres tendent à faire rétablir les droits sur les fers supprimés depuis le 1^{er} janvier 1877.

L'examen de ces diverses propositions, auxquelles participent, dans l'un ou l'autre sens, tous les partis du Reichstag — de même que la discussion sur les moyens de couvrir complètement les dépenses du budget de l'Empire pour la présente année, — amènent prochainement les débats de l'Assemblée sur le terrain tout entier des questions économiques, financières et politiques-sociales.

Il ne pourra s'agir d'abord, il est vrai

Le commandant des bandes insurrectionnelles, un individu nommé Carlo Caffero, est un propriétaire jadis riche dont toute la fortune — environ 400.000 francs — a été dépensée au service de l'Internationale. Il avait rompu récemment ses relations avec cette société, après la décision prise par le congrès internationaliste de Pavie de ne pas sortir du terrain spéculatif pour entrer définitivement dans le domaine des faits et de l'action.

Or, il paraît, à en juger par les incidents de ces dernières semaines, que le plan de Carlo Caffero, d'abord repoussé, n'a pas tardé à prévaloir. Les actes de l'Internationale dans les provinces de Caserte et de Benevento sont, en effet, la preuve que le conseil directeur de la société vient de se prononcer pour l'emploi immédiat de moyens jusqu'ici prudemment différés.

Moyens susceptibles de prendre, d'ailleurs, suivant les lieux, un caractère variable : la chose n'est pas inutile à constater.

Ainsi, tandis qu'à Gallo, à Letino, à San Lupo, les internationalistes procèdent par la violence, brûlant les archives, pillant la caisse du percepteur, le bureau du sol et du tabac, dont ils distribuent l'argent et les cigares à la populace réunie autour d'eux ; à Arpino, c'est à des voies plus douces, à des conseils de grève ouvrière qu'ils jugent simplement opportun de recourir.

On a cherché, dans un certain parti, à régler ce mouvement dont, nous le répétons, les provinces du midi de l'Italie sont le théâtre ; mais une prétendue conspiration bourgeoise ; une prétendue correspondance adressée de Rome au *Journal de Débats* déclare formellement que « rien n'est venu confirmer cette supposition ».

C'est donc l'Internationale, qu'il convient de rendre responsable des crimes et des attaques à main armée que l'on constate actuellement en Italie. Et ces actes ne sont pas isolés, puisque l'on vient de saisir en France, à Bayonne, un appel de la junte révolutionnaire de Madrid qui, s'adressant à l'armée espagnole, excite formellement tous les soldats à se révolter contre leurs chefs.

Ainsi se noue entre les internationalistes et les émeutiers d'Espagne, de France et d'Italie une intimité et des relations que l'on fera bien de surveiller, car tous ces gens-là, auxquels le sentiment du patriotisme est inconnu, n'hésiteraient évidemment pas à profiter des complications extérieures, sur quelque point de l'Europe qu'elles se produisent, pour entamer leurs menées et pour propager, avec leurs doctrines anti-sociales, leur néfaste influence.

Pour donner plus de force et de portée, si c'est possible, aux réflexions qui précèdent, nous trouvons précisément dans le *Vorwärts*, organe officiel du parti socialiste se publiant à Leipzig, le manifeste des députés socialistes du Reichstag aux membres adhérents de la fraction allemande. On lit, dans ce manifeste, « qu'il semble de la dernière importance d'arrêter un plan pour toute agitation et organisation ultérieures du parti ».

Un congrès spécial de socialistes-démocrates de l'Allemagne est convoqué en conséquence du 27 au 30 mai à Gotha.

Voici quel a été l'ordre du jour arrêté pour les travaux du congrès :

- 1° Rapport des députés socialistes sur leur action au Reichstag.
- 2° Rapport sur l'agitation socialiste en Allemagne, surtout au point de vue des élections du 10 janvier 1877.
- 3° L'organisation générale des associations socialistes en Allemagne.
- 4° La presse socialiste.

SUISSE.

Le *Journal de Genève* nous donne la nouvelle suivante, à propos du tunnel du Saint-Gothard et du déficit causé par l'entreprise :

« La réponse de l'Allemagne relative au Gothard, remise ces jours derniers au Conseil fédéral par M. de Rœder, qui a eu en même temps une longue conférence avec M. le vice-président Schenck, est maintenant connue. » Mais cette réponse n'apporte rien qu'on ne sût déjà, au moins d'une manière officieuse, car l'Allemagne déclare simplement qu'elle est disposée à se faire représenter à une nouvelle conférence, mais qu'elle désire préalablement connaître l'attitude qu'entend prendre l'Italie dans la reconstitution de l'entreprise du Gothard. D'ailleurs, et de là vient cette intention, l'Allemagne ne fait que se conformer aux dispositions des procès-verbaux des conférences qui ont eu lieu au mois de septembre 1869, lesquels prévoyaient le cas où l'entreprise ne pourrait pas continuer les travaux, faute de ressources suffisantes. C'est donc un engagement positif auquel ni l'Allemagne ni l'Italie ne peuvent se soustraire, à moins de vouloir tout abandonner et obliger la Suisse elle-même à renoncer à l'entreprise.

Quant à la réserve faite relativement à l'Italie, elle paraît toute naturelle, attendu que les deux Etats étrangers veulent marcher d'accord.

Néanmoins, malgré la réponse de l'Allemagne, les choses n'en sont guère plus avancées, puisque, d'après la déclaration d'un commissaire du gouvernement impérial faite à la commission du budget, il n'y a pas encore eu de nouvelles négociations pour couvrir le déficit, ce qui serait l'essentiel. Il est vrai que cette question ne peut être sérieusement traitée que dans une conférence.

Ainsi, aujourd'hui comme avant, on ignore encore complètement les intentions définitives de l'Allemagne, la seule chose qui ait au fond quelque intérêt.

Le Petit Bonnet.

M. de Porto-Riche, vient de faire paraître à Paris, un volume de poésies intitulé : *Tout n'est pas rose*. Ce volume contient de charmantes poésies. On pourra en juger par le morceau suivant que nous en détachons, et qui est intitulé : le Petit Bonnet :

La jeune femme en ses doigts roses Agite un petit bonnet :
Que de rêves gais et moroses,
Que de chimères, que de choses,
Dans ce tulle simple et coquet !

Tandis que sa main preste et fine Pose au bord de l'objet charmant
La ruche blanche en mousseline,
L'épouse dont le front s'incline
Sourit et songe vaguement.

Le mari grave, assis près d'elle, Silencieux, l'air satisfait,
Regarde courir la main frêle,
Et suit d'une fixe prunelle,
L'ouvrage important qu'elle fait,

La maison veille, enveloppée,
D'un mystère intime et profond ;
L'ouvrier elle occupe
D'une coiffure de poupée ?
Pour qui le petit bonnet rond ?

La lampe jette un jour timide,
Tout dénote, l'ordre, le soin
Dans le logis simple et candide ;
Et l'on distingue un berceau vide
Qui semble attendre dans un coin.

Celle qui travaille, inclinée
Le jeune femme au regard pur,
De pâleur douce couronnée,
Est une épouse d'une année,
Qui dans son sein porte un fruit mûr !

Dans quelques jours l'enfant va naître,
Et c'est ce bonnet gracieux
Que doit porter le petit être ;
Pensif devant ce grand peut-être,
Le ménage et silencieux.

Sur quelle tête blonde ou brune
Posera-t-on le bonnet blanc ?
Qui sait ? Peut-être sur aucune !
Que nous réserve la fortune ?
Le jeune couple est tout tremblant !

Dire qu'amour, gloire immortelle,
Vaste génie, esprit profond,
Frère berceau, tombe éternelle,
Jetés ensemble et pêle-mêle,
Sont là peut-être en ce chiffon !

Qui sait son rôle sur la terre ?
Va-t-il abriter le cerveau
De quelque Jeanne d'Arc austère,
D'un Michel-Ange ou d'un Voltaire,
D'un Dante ou d'un Mozart nouveau ?

On couvrir la tête chérie
De celui que Dieu seul connaît.
Et qui doit venger la patrie ?
Mystère, énigme, rêverie !
Charmant, charmant petit bonnet !

A travers la semaine.

Le bruit du tambour. — La question du jaune. Une vengeance de couturier. — Orange et tiliat. — Biondes et rousses. — Une mauvaise réputation. — La superstition des couleurs. — La Restauration et les tunique abricot. — Les reîtres de l'empire german. — Une charité de M^{lle} Mars. — Cornets ou timbales. — A bas les fonds.

F. Franklin a dit que le bruit du tambour est le plus gouvernemental de tous les bruits, parce qu'il classe les idées ; il classe aussi les nouvelles, et le roulement de la peau d'âne sur les bords du Pruth fait cette semaine quelque tort à la chronique.

La question d'Orient n'absorbe cependant pas tous les esprits ; d'autres questions restent à l'ordre du jour, notamment celle du jaune. Après s'être habillées en « crèmes » pendant dix-huit mois, ces dames s'habilleront-elles en jaune pendant toute la saison qui va s'ouvrir ? Le bon goût dit non, et les couturiers disent oui. L'imagination qu'ils veulent se venger de la campagne ouverte contre eux à propos des soieries, et qu'ils ont trouvée ce moyen de nous punir. Voyez vous tout le beau sexe tapissé en jonquille ou en bouton d'or comme les boudoirs que M. Janvier de la Motte, prêt aimable, offrait aux élèves de son cœur sur la cassette des vêtements ? Il y aurait de quoi donner la jaunisse aux plus heureux des baissiers.

Les couturiers répondent pour leur justification qu'ils ne condamnent personne au jaune cru, aux teintes naturelles, mais qu'ils ont trouvé des nuances, des combinaisons : le jaune orange, par exemple, ou le jaune tilleul. On peut choisir : mais un suppléant varié n'est pas moins un suppléant ; et puis, si les brunes sont de complicité avec Worth et compagnie, les blondes protestent énergiquement. Elles se déclarent vaincues d'avance et menacent d'émigrer si la marée du jaune continue. Que voulez-vous, en effet, que deviennent, dans ce cadre rutilant, les chevelures blondes inventées depuis quelques années, les nattes gris-cendré ou beurre frais ? Toute la gamme y passera, et les femmes à toison d'acier peuvent seules soutenir la lutte. Il est vraiment fâcheux, à ce point de vue, que l'empire soit tombé, ce serait pour le roux impérial une magnifique occasion de prendre sa revanche.

Au lieu de devoir son succès au mot d'ordre parti d'en haut, à l'esprit d'imitation servile ou d'adulation, il triompherait grâce à ses avantages naturels. Je reviens au jaune, et pour dire que je me permets de douter encore de son triomphe. Il n'a jamais été en grande faveur chez nous ; on sait quelle mauvaise réputation lui ont faite les esprits superstitieux, prétendant symboliser certaines mésaventures par cette couleur voyante, la teinte naturelle des kakatoès, des serins et des coucous. C'est un préjugé, je le veux bien ; mais si fortement enraciné qu'il serait bien difficile de le détruire. Autant les Espagnoles sont passionnées pour les sâtes jaunes, autant les Parisiennes ont fui jusqu'à présent ces reflets ardents, ces clartés aveuglantes, cette nappe de lumière, qui rappellent la robe souler de soleil de Peau-d'Ane. Le jaune n'a eu un instant de triomphe que sous la restauration, au temps des tunique abricot. Tous les ténors, italiens ou non, portaient des tunique abricot. Pourquoi ? On n'a jamais pu le savoir. Un coloriste fugeux s'était sans doute imaginé que la teinte abricot répondait plus particulièrement au moyen-âge de pendule, alors dans toute sa vogue, au théâtre comme dans le roman. Mais qui se souvient d'*Ipsiboe* ? Toujours est-il que les ténors s'étaient soumis à l'abricot avec la docilité qui caractérise l'institution ; ils se promenaient fort à l'aise dans leur tunique, et l'on en cite qui ne se débarrassaient du collant jaune qu'avec un véritable désespoir. En fait de costumes rutilants, *Guillaume Tell* marqua un véritable progrès : les reîtres, habillés de toile à matelas à grandes raies mi-parties rouges et mi-parties jaunes dépassaient comme aurores de couleur et violence d'effet l'abricot simple des justaucorps moyen-âge. Les ténors indignés rendirent la tunique, mais la figure garda sa toile à matelas, et depuis cinquante ans on a laissé le costume jaune et rouge aux reîtres de l'empire german.

L'abricot n'eût du reste aucune prise sur les femmes, plus fortes que les figures et les ténors. Mademoiselle Mars se sacrifia une fois au jaune, mais

par charité : Un fabricant lyonnais, encombré d'un stock de velours jaune, s'est venu la supplier de paraître en scène avec une robe du plus beau safran, la célèbre actrice y consentit, et cette noble sudace donna au velours jaune une vogue éphémère, juste le temps nécessaire pour la liquidation du stock.

Il y a bien d'autres questions en litige. Il s'agit de savoir, par exemple, si cette année les chapeaux seront en cornets ou en timbales, si l'on en fera des jardinières ou des potagers, s'ils auront un fond ou s'ils n'en auront pas. Cette dernière solution paraît prévaloir ; si la tendance de la mode s'accentue on aura plus de chapeaux, on n'aura que des guirlandes avec des brides. Procédé d'une simplification admirable. Et le plus beau de l'affaire c'est que les coiffures ainsi réduites ne coûtent pas moins cher que les chapeaux entiers ; elles coûtent même davantage. Les modistes ne connaissent pas la baisse.

(Le Siècle)

VARIÉTÉS.

Moyens préservatifs des incendies aux Etats-Unis.

La gravité exceptionnelle des sinistres causés par les incendies aux Etats-Unis, la mémorable destruction de Chicago, le désastre effroyable du théâtre de Brooklyn, celui plus récent et aussi épouvantable du Southern hotel à Saint-Louis, sont bien de nature à effrayer l'imagination, surtout quand on rapproche des ravages de ce terrible fléau, le feu, la puissance exceptionnelle des moyens propres à le combattre qu'emploient les Américains.

On peut diviser en trois grandes catégories les moyens de défense dont on dispose contre l'incendie. En première ligne, vient le mode de construction, qui renferme tous les moyens préventifs, emploi de la pierre, du fer, de la fonte, substitué autant que possible à celui du bois, et pour les édifices publics, les hôtels, les théâtres surtout, la précaution de ménager des issues suffisantes, comme dimensions et aussi comme nombre. Une seconde classe comprend tous les moyens d'avertissement d'un commencement de sinistre, soit par des appareils automatiques, soit par un réseau télégraphique suffisant et reliant des postes nombreux. Enfin, viennent les moyens aptes à combattre l'incendie, le matériel fixe et mobile, l'installation des conduites, prises d'eau, etc., et les pompes.

Le bon marché relatif du bois, en Amérique, l'a fait employer dans la plupart des constructions plus que dans tout autre pays. Beaucoup de maisons sont construites et couvertes même en bois ; certaines villes sont pavées en bois. Mais depuis quelques années une notable préférence s'est manifestée en faveur des constructions incombustibles, imposées soit par des lois et règlements, soit simplement à cause du taux énorme auquel s'élevaient les primes à payer aux compagnies d'assurances. Aussi construit-on de plus en plus en pierre, en briques, en fer et même en fonte. La fonte moule se prête très-bien à la décoration architecturale, et les architectes américains ont poussé son emploi jusqu'à faire des maisons entièrement en fonte, pour ainsi dire, les remplissages et les murs de refend seuls étant maçonnés en briques. Colonnades, pilastres, cadres de portes et de fenêtres, balustrades, etc., en fonte, viennent s'assembler avec des trumeaux et des panneaux de murailles, également en fonte, de manière à constituer entièrement des façades d'édifices, derrière lesquelles les maçons montent un simple garnissage en briques.

Le prix élevé de la main-d'œuvre justifie ce système de construction, et la fonte, peinte ultérieurement, est ensuite recouverte, au moyen d'un enduit adhésif, de sable ou de grès pilé dont le grain, imitant celui de la pierre, produit l'illusion la plus complète. La pierre et le marbre sont aussi de plus en plus employés. A Philadelphie, on érige en ce moment un immense palais, destiné à servir d'hôtel-de-ville, entièrement construit en marbre blanc. Certaines maisons, des hôtels notamment, possèdent des escaliers extérieurs en fer reliant les différents balcons pour faciliter le sauvetage en cas de sinistre.

L'électricité est l'agent principal, pour ne pas dire unique, de tous les moyens d'avertissement des incendies.

Un certain nombre d'appareils servent (et l'Exposition de Philadelphie en renfermait de plusieurs systèmes) à avertir automatiquement. Un de ces appareils entre autres est facile à comprendre. Si dans un thermomètre à mercure on introduit par le haut les deux fils d'une sonnerie électrique, de façon à ce que leur extrémité corresponde à un degré de température déterminé, et que cet appareil soit placé dans les parties hautes des chambres, magasins, etc., à préserver, on conçoit que tout commencement d'incendie, donnant lieu à un échauffement de l'air, qui tend alors à gagner de suite les parties hautes, fait monter le mercure dans le tube, termine par suite le circuit et fait agir la sonnerie d'éclaircie placée en un point quelconque.

De tels appareils, dont le prix ne saurait être bien élevé, répandus en grand nombre dans les édifices qu'on veut protéger, et pouvant donner tous en un même point (qui sera une loge de gardien ou de portier, ou un poste de pompiers, par exemple) l'indication d'un commencement d'incendie, pouvant même indiquer le point où il vient de prendre naissance, rendraient, croyons-nous, surtout la nuit, les plus grands services. Ils se répandent assez rapidement en Amérique, où l'emploi de l'électricité, dépassé tout ce qu'on peut imaginer en Europe ; ainsi les *burglars-alarm*, ou avertisseurs électriques contre les voleurs, prévenant de l'ouverture d'une porte ou d'une fenêtre quelconque, s'y sont également propagés.

Mais, outre les appareils automatiques, ces moyens d'avertissement ordinaires par le télégraphe sont répandus dans la plupart des villes avec une profusion incroyable. Chaque banque, chaque maison de commerce de quelque importance possède un appareil télégraphique imprimeur, où sans cesse s'inscrivent sur une bande de papier continue toutes les nouvelles, de quelque nature qu'elles soient : cours des valeurs, des marchandises, faits politiques, résultats des courses, faillites, renseignements de toute sorte. En outre, un manipulateur permet au chef de la maison d'appeler immédiatement un agent de police, soit un commissaire, soit un agent de police, soit les secours contre l'incendie, et cela en touchant seulement un bouton. Tous les bureaux des commissaires étrangers à l'Exposition de Philadelphie étaient munis de ce petit appareil, d'une grande simplicité. Mais les passants eux-mêmes peuvent prévenir par le télégraphe tous les postes voisins d'un incendie qui commence. En effet, des poteaux de télégraphie, qui supportent non pas dix ou vingt fils, comme en France, mais cinquante, soixante ou cent chacun, jalonnent toutes les rues et portent presque tous une boîte en fonte con-

tenant un bouton d'alarme en cas d'incendie ; sur chaque boîte, fermée à clef, est inscrite l'adresse de la maison où cette clef peut être demandée, et c'est généralement la maison devant laquelle se trouve la boîte. L'alarme est donc donnée avec une rapidité inimitable à surpasser.

Il nous reste à parler du matériel servant à combattre, à proprement parler, les incendies, c'est-à-dire des pompes et de leur service. Disons tout d'abord que les distributions d'eau abondantes et les prises d'eau par des bouches nombreuses sont l'auxiliaire indispensable des pompes, et surtout des pompes à vapeur. Dans quelques villes, dans certains quartiers de New-York notamment, nous avons vu des colonnes montantes ou conduites extérieures en fonte appliquées à un grand nombre de maisons, avec un raccord à chaque étage, comme cela n'existe en France que dans les théâtres et dans certains édifices.

Les extincteurs se sont aussi très répandus en Amérique ; lorsque le feu est signalé dès son origine, ces appareils sont évidemment d'un secours suffisant. Mais ce qui frappe assurément le visiteur étranger, c'est l'installation des pompes à vapeur, presque exclusivement employées en Amérique. Toujours prêtes à fonctionner, elles sont généralement disposées dans un hangar spécial ou dans une boutique que ne ferme même pas une porte, mais une simple corde tendue. Très bien construits, ces engins, dont l'Exposition de Philadelphie contenait un grand nombre, sont aussi toujours entretenus avec le plus grand soin, avec le plus grand luxe, pour-rait-on dire.

Le bâtiment des machines renfermait des pompes à incendie à vapeur tellement soignées, polies, nickelées même, qu'on les eût prises de loin pour d'énormes pièces d'orfèvrerie ; chaque cité se fait un point d'honneur de posséder le plus beau matériel possible en ce genre. Les chevaux ne sont pas attelés à l'avance, mais ils attendent tout harnachés dans l'écurie, qui est généralement le fond du hangar, et reçoivent par un ingénieux système qui se déclanche automatiquement à la réception du signal d'alarme. Aussitôt libres, ces intelligents animaux, dressés admirablement, s'élancent chacun à son poste en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire et se trouvent de chaque côté du timon, ou en flèche, avant que les hommes aient pu sauter à bas de leurs lits de camp.

Le harnais s'agrafe avec un crochet, et 45 secondes ne se sont pas écoulées après le coup de cloche d'alarme que la pompe à vapeur parcourt les rues au grand galop de quatre chevaux vigoureux, portant les pompiers qui agitent furieusement une puissante cloche en bronze pour se faire laisser le passage libre. Mais les incendies graves sont-ils relativement rares, car la promptitude dans la demande et dans l'arrivée des secours est poussée à son maximum, et en regard des sinistres que l'on rappelle avec épouvante, combien d'autres qui pourraient devenir aussi terribles, sont conjurés tous les jours ! A Philadelphie un incendie dévorant, en juillet, un immense portique en coton, placé dans le bâtiment tout en bois qui contenait l'exposition d'agriculture ; ce feu, dont les conséquences eussent dû être une destruction totale du bâtiment, put être circonscrit uniquement grâce à la rapidité foudroyante des secours.

En septembre, le bâtiment principal faillit aussi être dévoré par un incendie, qui brûla en un clin d'œil toute une série de constructions et de baraquements en bois voisins et ne dut son salut qu'à la présence d'une véritable batterie de pompes à vapeur.

On ne peut se défendre, lorsqu'on a vu la puissance matérielle de ces installations, de trouver bien insuffisant le matériel de la plupart des villes d'Europe.

BOURSE

COURS DES FONDS

GALATA, le 8 mai 1877.	
Ouv. du m.	P. 9 5
Hausse	» 9 6
Baisse	» 8 5
5 %	» 9 5
Clôt. du soir	» 9 5
Après Bourse	» 9 5
Actions Société Générale C. p. det. L. S.	2 22
» de la Société de change et val.	4 20
» de la Banque de Cons/pole	2 30
» du Crédit Général	1 25
Tramways	4 35
Laurium C. p. det.	Fr. 59
Crédit Hellenique	103
Obligations des Chemins de fer	23
(1863)	45
(1865)	46
Emprunt	42
(1872)	44
(1873)	41

COURS DES MONNAIES

(Contre Livre Turque à 100 Piastres)	
Livre anglaise	P. 409 25
Pièce de 20 francs	87 25
Impérial russe	89
L'ucal (Crimée)	50 20
M. djidié blanc (différence)	406 22
Becik	419
Métallique	120
En papier monnaie	178 40
Cuivre	180
Change sur Londres	410 10
» Paris	285 90

MOUVEMENT DU PORT

Revue quotidienne des arrivées et départs des bateaux à vapeur et bâtiments à voiles.

ARRIVÉES DES VAPEURS DE LA MER BLANCHE.

Constantinople, le 5 mai 1877.	
De Trieste anclais Cyrenian cap. Grundy lest	pour Kustendje agt n° Lafontaine.
De Liverpool anglais Mauritanica cap. Jugo	marchandises pour Galatz.
De l'Iscoy anglais Trechan cap. Sargent mar-	chandises pour Pott agt Russell.
De Hull anglais Urbino cap. Bromley marchan-	dises pour Odessa agt Head.
De Anvers belge P. Darci cap. Losewetz mar-	chandises pour Odessa agt Grace.
De Newcastle norvégien August cap. Christen-	son charbon pour Cons/pole agt Reppen.
De Liverpool anglais Ben-Hur cap. Smith char-	bon pour Cons/pole agt Keay.
De Liverpool anglais Leburian cap. Collins lest	pour Odessa agt Jenkins.

DÉPARTS DES VAPEURS
Pour Marseille français Assirion cap. Andrea
marchandises et passagers.
Pour Kertch anglais St Osvin cap. Red lest.
Pour Trieste et Souline autrichien Nil cap. De-
perts marchandises et passagers.
Pour Kustendje autrichien Trilono cap. Metti-
marchandises et passagers.
Pour Souline anglais Rhonda cap. Harter lest.

ARRIVÉES DES VOILIERS
De Hall hellène Evangelismos cap. cap. Econo-
midis charbon pour Cons/pole.

DÉPARTS DES VOILIERS
Pour Falmouth autrichien A. Vucelich cap.
Mianlovich grains de Odessa.
Pour Falmouth hellène Ecetpis cap. Apostoli
maïs de Smyrna.

Pour Falmouth hellène Anfrili cap. Salari-
orga de Taganrog.
Pour Marseille italien G. Danouaro cap. Cabou-
ra grains de Berdiansca.
Pour Gènes italien Prudenca cap. Gazzolo grains
de Berdiansca.
Pour Falmouth italien Giuseppe cap. Labote
orga de Kustendje.
Pour Falmouth italien F. Chiazaro cap. Ru-
mella orga de Souline.
Pour Falmouth autrichien Alessandro cap. Da-
binovich grains de Yenî Ceski.
Pour Falmouth autrichien Emulo cap. Budinich
semila de Marianople.
Pour Kustendje anglais Northumbria cap. Tay-
lor lest.

NOLISSEMENTS PRATIQUES

Vapeur anglais de quarts 8000 de Kus-
tendje pour Liverpool direct schel. 4/4.
Voilier hellène kilo 13000 de Dedé-Agaz
pour Marseille fr. 2 1/2.

Directeur-Gérant N. BORDEAUX.

ANNONCES

CRÉDIT LYONNAIS.

AVIS.
Les bureaux et la caisse du Crédit
Lyonnais seront fermés le jeudi 10 mai.

CRÉDIT GÉNÉRAL OTTOMAN.

Les bureaux du Crédit Général Otto-
man seront fermés jeudi 10 courant à
l'occasion de la fête de ce jour.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

DE L'EMPIRE OTTOMAN.

AVIS.
Les bureaux de la Société Générale
de l'Empire Ottoman seront fermés
jeudi 10 courant à l'occasion de la so-
lennité de ce jour.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

AVIS.
Lundi 2 mai (v. s.) aura lieu l'adjudi-
cation définitive de 534,000 pios de cor-
donnet rouge et bleu de laine de Rou-
mélie déjà soumissionné à 10 paras le
pic.

Le paiement de cet article sera effec-
tué, à la présentation du reçu, par le
Trésor du Nizâmie au comptant en mé-
daille d'argent au prix de 20 piastres
ou en caïné avec l'agio d'un jour.

Les personnes qui voudraient con-
courir à cette adjudication sont invitées
à se présenter au Dari-Choura le jour
sus-énoncé.

Séras-Kérat, le 8 mai 1877.

ADMINISTRATION IMPÉRIALE.

DES TÉLÉGRAPHES ET POSTES.

AVIS.
Le public est prévenu qu'à la suite d'un
décret impérial communiqué récemment
par le ministère des finances à toutes les
administrations du gouvernement, les
imprimés nécessaires seront fournis à
l'avenir par l'imprimerie impériale qui
vient d'être organisée de manière à ré-
pondre à toutes les exigences. En consé-
quence les précédents avis de cette
administration relatifs à l'adjudication
des imprimés pour l'exercice 1293 doi-
vent être considérés nuls et non avenue.
Constantinople, le 5 mai (n. s.) 1877.

SOCIÉTÉ IMPÉRIALE DE MÉDECINE.

La séance ordinaire de la Société aura
lieu vendredi, le 11 de ce mois, à 8 heu-
res du soir.

Le secrétaire-général,
J. DE CASTRO.

MAISON DE CONFIANCE

S'adresser au Teké chez M. M. J. Tor-
konian et P. Gabrielian, Horlogers
Bijoutiers.

Durée et argenture galvanique sur
métaux, réparation des couverts de ta-
ble, plateaux, candélabres etc etc.

Garantie au titre des meilleures mai-
sons de Paris et à des prix excessive-
ment modérés. Bronzage, imitation
d'antique sur tous métaux, pendules, ob-
jets d'art etc.

Atelier rue Serkis n° 14

HENRI CRAFT de Paris.

Donne des leçons pratique de Galva-
nisme.

A LOUER

à Prink'po deux gran-
des maisons sises
au débarrade (précédemment hôtel
Nicolaki). Chacune de ces maisons est
composée de 12 chambres. Grand com-
fortable. Ces maisons peuvent se louer
séparément ou ensemble.

Pour plus amples renseignements,
s'adresser au bureau du journal la
Turque.

A LOUER

rue Linardi n° 8, des
appartements, compo-
sés de trois chambres, cuisine, etc.

Entrée séparée.

EN VENTE

Dans les bureaux du journal et au n°
238 de la Grand Rue de Péra.
MIFTAH-UL-ABBASIN
La clef des cuisiniers.

BROUSSE

HOTEL BELLEVUE

Tenu par FRANCESCO FRANZOJA & C^{ie}.

OUVERTURE

Etablissement magnifique nouvellement construit à
Kukurlu et Tschéghirghé. Grands salons, appartements de familles,
belles chambres, salles de billard et de jeux. Beau jardin. Grand confort, pro-
preté, cuisine excellente. Table d'hôte. — Prix modérés. — Pension.

ADMINISTRATION

PAQUEBOTS OTTOMANS
MAHSOUSSÉ

LIGNE D'ISMIDT.

